

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 16 MAI 1928

**Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée de l'examen
de la proposition de loi modifiant les articles 76 et 81 de la loi communale.**

(Voir le n° 81 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président; COOLS, ESSER, LEKEU,
LIGY, RYCKMANS et CARPENTIER, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La proposition de loi qui nous est présentée se borne à modifier les chiffres insérés dans les articles 76 et 81 de la loi communale.

Ces articles traitent des formalités d'approbation auxquelles doivent être soumises les délibérations du conseil communal concernant : 1° les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits immobiliers de la commune, baux emphytéotiques, emprunts, constitutions d'hypothèques, partages immobiliers non judiciairement ordonnés; 2° les actes de donation et des legs faits à la commune ou aux établissements communaux; 3° les demandes en autorisation d'acquiescer des immeubles ou droits immobiliers; 4° les conditions de location ou de fermage, ou de tout autre usage des produits et revenus des propriétés et droits de la commune; 5° les conditions des adjudications et fournitures.

L'auteur de la proposition, après avoir rappelé dans les développements le texte de ces articles, estime qu'il y a lieu de mettre les chiffres y inscrits en concordance avec la valeur actuelle de notre monnaie. Les chiffres en francs or d'avant guerre devraient être, comme il le dit « péréquats », tout comme cela a été fait dans plusieurs domaines. La stabilisation de notre devise permet sans

inconvenient d'adopter cette mesure. Les sommes qui figurent dans le texte de la loi communale ont été fixées en 1865. Les motifs qu'a fait valoir le Gouvernement d'alors sont encore pertinents aujourd'hui; de plus, le développement qu'a pris l'administration des communes tant au point de vue matériel que financier nous commande de procéder à la révision, au plutôt, à l'adaptation aux circonstances du moment, des chiffres insérés dans la loi communale.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de l'exposé des motifs du projet présenté en 1865 par le Gouvernement et voté le 30 juin 1865 :

« La Constitution, en consacrant le principe décentralisateur de l'attribution aux conseils communaux de tout ce qui est d'intérêt communal, réserve au législateur le soin de déterminer les cas dans lesquels certains actes accomplis par ces conseils doivent être soumis à l'approbation de l'autorité supérieure.

» Par application de cette prescription constitutionnelle, la loi communale spécifie celles des attributions des conseils communaux pour l'exercice desquelles l'intervention de l'autorité royale, après avis de la députation permanente du conseil provincial, est exigée, ainsi que les attributions qui ne requièrent que le contrôle de la députation permanente (art. 76, 77, 81, 148).

» A l'époque où la loi organique des communes a été faite, c'est-à-dire dans les premières années de l'existence indépendante du royaume, il pouvait paraître nécessaire de renforcer le contrôle de l'autorité supérieure sur les actes des conseils communaux.

» Mais, après trente années de ce régime, on peut présumer sans témérité que les administrations communales ont acquis assez d'expérience pour qu'il soit permis d'adoucir la tutelle à laquelle elles sont soumises. Et, d'un autre côté, la jurisprudence administrative qui, dans cet espace de temps, s'est établie sur la plupart des questions relatives à la gestion des intérêts communaux, fournit aux députations provinciales des lumières suffisantes pour qu'on puisse se contenter, dans beaucoup d'affaires, de leur approbation et se dispenser d'exiger l'intervention de l'autorité centrale.

» On doit l'avouer, du reste, cette intervention, dans une foule de cas, est illusoire, le Gouvernement manquant des éléments nécessaires pour apprécier, en connaissance de cause, nombre d'actes qu'il est appelé aujourd'hui à approuver. Il doit s'en rapporter à l'avis de la députation permanente; aussi est-il fort peu de cas où l'on s'écarte de cet avis.

» La nécessité de l'approbation royale, en pareil cas, n'a pour effet que de multiplier les écritures de l'administration à tous les degrés et de retarder la solution des affaires.

» En simplifiant les formalités qu'entraîne le contrôle du Gouvernement, on donnera donc satisfaction à la fois à l'intérêt bien entendu de l'administration et à ceux des administrés.

» La loi communale régit non seulement la gestion des affaires proprement communales, mais aussi celles des établissements publics existant dans la commune avec une administration spéciale (bureaux de bienfaisance, hospices, fabriques d'église, etc.) Nous avons étendu à ces dispositions les mesures qui font l'objet des dispositions du projet de loi dont nous allons chercher à exposer la portée. »

Et plus loin :

« C'est spécialement cet article (art. 76) qui a paru susceptible d'être modifié en vue d'opérer la décentralisation que le Gouvernement veut atteindre. »

L'auteur du projet propose de multiplier par 7 les chiffres des articles 76 et 81 de la loi communale. Ce multiplicateur est loin d'être excessif, car, notamment, le coefficient d'augmentation du prix des fournitures est plus élevé. Les modifications auront pour conséquence de réduire, tant au département ministériel que dans les administrations provinciales et communales, de multiples formalités et écritures. Il en résultera une économie de temps et de personnel dans l'expédition des affaires communales.

Le maintien en francs-papier des taux fixés en francs-or serait, au contraire, de nature à restreindre dans une mesure appréciable l'autonomie des communes et à les placer sous une tutelle plus grande que celle qui existait avant guerre.

Plusieurs villes et communes, notamment Liège, Verviers, Uccle, Saint-Jossetten-Noode ont adressé au Sénat des pétitions tendant à modifier les articles 76 et 81 de la loi communale pour ce qui concerne les taux des chiffres y insérés.

La Commission signale à l'attention du Ministre l'utilité et la nécessité de procéder à une revision de certains articles de la loi communale afin de donner plus de liberté d'action aux grandes communes qui possèdent une organisation technique, souvent plus complète que la députation permanente, et d'éviter des approbations tardives, qui, à l'occasion d'adjudications de grands travaux et de fournitures importantes, causent aux administrations communales des préjudices parfois considérables.

Votre Commission, à l'unanimité, a approuvé le projet et vous prie de le voter.

Le Président,
Vicomte BERRYER.

Le Rapporteur,
V. CARPENTIER.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 16 MEI 1928

Verslag uit naam van de Commissie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, belast met het onderzoek van het Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 76 en 81 der gemeentewet.

(Zie n^o 81 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter; COOLS, ESSER, LEKEU, LIGY, RYCKMANS en CARPENTIER, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat ons wordt voorgelegd beperkt er zich bij de cijfers te wijzigen die voorkomen in de artikelen 76 en 81 der gemeentewet.

Deze artikelen bepalen de formaliteiten van goedkeuring waaraan moeten worden onderworpen de beraadslagingen van den gemeenteraad betreffende: 1^o de vervreemdingen, dadingen, ruilingen van onroerende goederen of rechten van de gemeente; de erfpachten, de leeningen en de vestigingen van hypotheeken, de verdeelingen van onroerende goederen, tenzij deze verdeeling door den rechter bevolen werd; 2^o de akten van schenking en de legaten aan de gemeente of aan de gemeentelijke instellingen; 3^o de aanvragen tot machtiging voor het aankopen van onroerende goederen en rechten; 4^o de voorwaarden voor de huur en de pacht en voor elk ander gebruik van de opbrengsten en inkomsten van de gemeente; 5^o de voorwaarden van de aanbestedingen en leveringen.

De indiener van het wetsvoorstel, na in de toelichting den tekst dezer artikelen te hebben uiteengezet, is van meening dat de cijfers die in de gemeentewet voorkomen moeten worden overeengebracht met de tegenwoordige waarde onzer munt. De cijfers in vooroorlogsche goudfranken zouden moeten worden aangepast, zooals dat in menig

opzicht is geschied. De stabilisatie onzer munt laat zooiets zonder bezwaar toe. De bedragen die in de gemeentewet voorkomen werden in 1865 bepaald. De redenen waarop de Regeering alsdan steunde gelden thans nog; de stoffelijke en financieele uitbreiding van het bestuur der gemeenten gebiedt ons de herziening van die cijfers of althans hunne aanpassing aan de huidige omstandigheden.

Wij laten hier een uittreksel volgen uit de Memorie van Toelichting van het Wetsvoorstel in 1865 ingediend en dat op 30 Juni 1865 werd aangenomen :

« De Grondwet, krachtens het principe der decentralisatie, bij de toewijzing aan de gemeenteraden van al wat van gemeentelijk belang is, laat aan den wetgever de zorg over de gevallen te bepalen waarin sommige daden, door deze raden gesteld, door de hoogere overheid dienen te worden goedgekeurd.

» Overeenkomstig dit grondwettelijk voorschrift, somt de gemeentewet de bevoegdheden van de gemeenteraden op voor welke uitoefening de Koninklijke goedkeuring op advies van de bestendige deputatie van den provincieraad vereischt wordt, alsook de bevoegdheden die enkel het toezicht vanwege de bestendige deputatie vergen (art. 76, 77, 81, 148).

» Toen de organieke gemeentewet werd gemaakt, dat wil zeggen in de eerste jaren van onze onafhankelijk-

heid, mocht het noodig blijken het toezicht vanwege de hoogere overheid op de daden der gemeenteraden te verscherpen.

» Doch, na dertig jaren van dit stelsel, mocht men zonder gevaar vermoeden dat de gemeentebesturen ervaring genoeg hadden opgedaan om de voogdij waaronder zij stonden te zien verzachten. En, van een anderen kant, levert de administratieve rechtspraak, die zich inmiddels had kunnen vestigen op het stuk van gemeentezaken, voldoende ervaring aan de bestendige deputaties om zich in vele gevallen te kunnen vergenoegen met hare goedkeuring zonder tusschenkomst van het centraal gezag.

» Men moet trouwen toegeven dat deze tusschenkomst in vele gevallen louter denkbeeldig is, daar de Regeering niet over de noodige elementen beschikt om, met kennis van zaken, te oordeelen over tal van daden die zij aangezoekt wordt goed te keuren. Zij moet zich verlaten op de meening van de bestendige deputatie; ook zijn de gevallen waarin van deze meening wordt afgeweken uiterst schaarsch. De Koninklijke goedkeuring, die in dergelijk geval vereischt wordt, heeft enkel voor uitwerking dat het bestuur met papierrommel wordt overstelpt en dat de oplossing van de zaken uitblijft.

» Met de formaliteiten te vereenvoudigen waarmede het toezicht vanwege de Regeering gepaard gaat, zal men dus het welbegrepen belang zoowel van het bestuur als van de burgers dienen.

» De gemeentewet regelt niet alleen de leiding der zuiver gemeentelijke aangelegenheden, doch ook die van de openbare instellingen die in de gemeente bestaan met een afzonderlijk beheer (bureelen van weldadigheid, godshuizen, kerkfabrieken, enz.). Tot deze bepalingen hebben wij de maatregelen uitgebreid die het voorwerp uitmaken van dit wetsontwerp, waarvan wij de strekking gaan uiteenzetten. »

En verder :

« Vooral artikel 76 bleek voor wijziging vatbaar om tot de decentrali-

satie te komen waarnaar de Regeering streeft. »

De indiener van het ontwerp stelt voor de cijfers in de artikelen 76 en 81 der gemeentewet met 7 te vermenigvuldigen. Deze vermenigvuldiger is verre van overdreven want het verhoogingscoëfficiënt van den prijs der leveringen is veel hooger. Deze wijzigingen zullen voor gevolg hebben dat, zoowel bij het Departement als in de provinciale en gemeentebesturen, vele formaliteiten en geschrijf worden uitgespaard. Vanwaar bezuiniging van tijd en personeel voor de afhandeling der gemeentezaken.

Het behoud in papierfranken van de in goudfranken vastgestelde bedragen zou, in merkelijke mate, de gemeentelijke zelfstandigheid aan banden leggen en de gemeenten onder een strengere voogdij als voorheen stellen.

Verscheidene steden en gemeenten, onder meer Luik, Verviers, Ukkel, Sint-Joost-ten-Oode, hebben aan den Senaat verzoekschriften gezonden tot wijziging van de bedragen in de artikelen 76 en 81 der gemeentewet vermeld.

De Commissie vestigt de aandacht van den Minister op het nut en de noodzakelijkheid over te gaan tot de herziening van sommige artikelen der gemeentewet om meer vrijheid te laten aan de groote gemeenten die vaak over een meer volledige technische organisatie beschikken dan de bestendige deputatie, en om te voorkomen dat al te veel de goedkeuring zou uitblijven voor de aanbesteding van groote werken en belangrijke leveringen, wat aan de gemeentebesturen vaak groote schade berokkent.

Eensgezind stelt uwe Commissie voor het voorstel goed te keuren.

De Voorzitter,
Burggraaf BERRYER.

De Verslaggever,
V. CARPENTIER.